

CIBLE

Appel

Réunis le 14 mai sur le plateau des Glières, d'anciens résistants ont invité les candidats à la présidentielle à respecter les idéaux de la Résistance.

Marie-José Chombart De Lauwe, Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Daniel Cordier, Georges Séguy et leurs camarades rappellent la remise en cause, de plus en plus nette, des conquêtes sociales de la Libération et demandent aux futurs candidats de prendre trois engagements : garantir l'égalité, « *qui n'a de sens que dans le respect du droit des étrangers* », affirmer la fraternité contre la dictature des marchés financiers et garantir la liberté par une réforme institutionnelle que préparerait une Assemblée constituante.

Les principes exprimés sont nôtres, mais nous doutons que la liberté soit mieux garantie par un régime parlementaire reconstruit sans pouvoir arbitral. Nous ne sommes pas dans un « régime présidentiel » : nous subissons une dérive autocratique contraire à la Constitution adoptée par le peuple français. C'est la V^e République qu'il faut restaurer... en attendant mieux.

OLIGARCHIE

L'arnaque du siècle

Mutation

**Après
Ben Laden**

p. 5

Santé

**La tentation
du privé**

p. 4

Le retour du roi ?

Les hommes politiques de la III^e République, républicains intraitables, étaient aussi de grands pragmatiques.

La rigueur de leurs convictions pour ce qui était de l'hexagone ne les empêcha pas de maintenir et même de consolider le régime monarchique au Maroc, en Tunisie, au Cambodge, au Laos et dans l'Annam. Le parti pris dissuada seulement Gallieni de le faire à Madagascar et ce fut dommage.

Le même pragmatisme doit prévaloir dans la solution du problème libyen.

L'intervention des forces de l'Otan, sévèrement bridée par la résolution du Conseil de sécurité, risque de tourner à la déconfiture politique si les adversaires de Kadhafi ne présentent pas rapidement une alternative crédible au régime actuel.

Le totalitarisme kadhafiste qui règne depuis plus de quarante ans n'ayant pas été la meilleure propédeutique à la démocratie, il convient de considérer l'option du retour à la monarchie.

Colonie italienne de 1911 à 1951, la Libye avait adopté à l'indépendance le régime monarchique. Le roi Idris I^{er} était issu de la confrérie des Senoussis qui exerçait depuis

plusieurs décennies une forte influence sur le Fezzan (désert libyen). Cette monarchie se déclara constitutionnelle peu après et n'était donc pas, au moins en principe, incompatible avec la démocratie.

Le coup d'État de Kadhafi en 1969 mit fin au règne du roi Idris.

Son petit-neveu, Mohammed el Senoussi, vit actuellement à Londres et a des partisans dans la rébellion.

On ne voit pas quelle considération pourrait dissuader la coalition d'envisager son retour.

Encore faut-il qu'il ose lui-même sortir du bois, peut-être même qu'il débarque en Cyrénaïque : attendre la fin des événements pour venir faire un tour de piste n'est sûrement pas pour lui la solution. Craindrait-il d'apparaître comme l'homme des Occidentaux ? A-t-il le choix ? L'histoire ne repasse pas les plats. La dynastie senoussite ne trouvera pas de sitôt une telle occasion de revenir en Libye.

Il est difficile de dire quel degré de consensus il rencontrerait. Que le drapeau de la monarchie ait surgi ici ou là

n'est pas nécessairement significatif. Tout dépend sans doute de ses capacités. Mais les insurgés dépendent trop de l'appui extérieur pour s'opposer à une solution qui leur serait clairement suggérée par leurs alliés.

Heureusement, il est célibataire (1) et donc disponible. Dans ce pays où l'esprit de clan domine, les mariages sont de longue date le moyen de sceller les alliances de clan à clan. Kadhafi sut user du procédé pour consolider son pouvoir. Le prétendant pourrait par exemple se rapprocher des Mégahras, clan stratégique au dire des experts.

Outre le manque d'imagination des chancelleries, cette solution se heurte à un obstacle : quoique fieffés réactionnaires en bien des matières, les Américains demeurent des républicains plus hostiles au principe monarchique que l'on imagine.

Cette hostilité de principe a fait manquer en Afghanistan une belle occasion d'organiser la réconciliation nationale. Le vieux roi Mohammed Zaher Shah, qui avait déjà régné sur le pays de 1933 à 1973 était, à la

chute des talibans en 2001, plus légitime que quiconque pour prendre la relève. Les Américains n'en ont pas voulu, préférant le douteux Hamid Karzaï. Faute du soutien américain, Zaher Shah s'est contenté de présider l'assemblée constituante des chefs de tribu, la Loya Jirga.

En Irak, la monarchie hachémite, issue comme celle de Jordanie des anciens chérifs de la Mecque, avait été renversée en 1958. Un des héritiers du trône, le chérif Ali Ben Hussein, a, dans la période troublée qui a suivi la guerre de 1983 ouvert un site Internet, sans succès. Même si ce prétendant avait sans doute moins de légitimité que d'autres, son élévation à la tête de l'État, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, aurait permis de mieux équilibrer la direction du pays entre les sunnites qui gouvernent l'Irak depuis des siècles et se résignent mal à ne plus le faire, et les chiites, désormais majoritaires.

En tentant de remettre l'héritier du trône libyen dans le jeu, la coalition se doterait d'une carte supplémentaire. Elle pourrait au moins présenter une solution ayant une apparence de légitimité historique, plus en tous cas que celle d'un clan opposé se substituant à un autre clan, d'un colonel succédant à un autre colonel. La monarchie a longtemps fait rétrograde et à ce titre représenté une cause risquée, mais depuis 1990, qui sait où est le sens de l'histoire ?

Roland HUREAUX

Cet article a été publié initialement sur le blog de Roland Hureaux et reproduit ici avec son aimable autorisation.

<http://roland.hureaux.over-blog.com/article-libye-le-retour-du-roi-72456782.html>

(1) NDLR - Le fait est inexact.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHIAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Libye, le retour du roi ? - p.3 : Le peuple congédié - p.4 : Le cheval de Troie des assurances - p.5 : L'innocence perdue et retrouvée - p.6/7 : Dupont-Aignan, l'arnaque du siècle - p.8 : Bainville - Affaires militaires - p.9 : Drieu et l'usage de l'histoire - p.10 : Rûmi - Le Comte et le Prince - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Guerres sans buts.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.99.20
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. paritaire 0514 G 84801
 ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

[trois mois \(20 €\)](#) [six mois \(30 €\)](#) [un an \(47 €\)](#) [soutien \(100 €\)](#)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Le peuple congédié

Faute de pouvoir dissoudre le peuple dans une perspective brechtienne, les amis de Dominique Strauss-Kahn donnent congé aux classes populaires – sans s'apercevoir que le peuple a déjà rejeté la gauche tendance Panamera.

Comme événement significatif, c'est cent fois mieux que la Porsche Panamera S dans laquelle DSK est monté – la photo désormais célèbre soulignant moins l'addiction au fric du directeur du FMI que l'incroyable légèreté de conseillers en communication qui sont pourtant les plus réputés du marché. Avec *Euro RSCG* (1), nous sommes dans l'esbroufe ravageuse. Avec *Terra Nova*, on entre dans la théorie sociologique utilitaire, destinée à éclairer le marché électoral, à repérer les électeurs-cible et à évacuer tout ce qui fait tache : la mercatique est ici l'instrument d'un nettoyage social systématique. L'étonnant, c'est que *Terra Nova*, fondation « progressiste » - c'est le nouvel identifiant de la gauche social-libérale décontractée – ose dire tout haut ce que DSK et ses pairs pensent tout bas depuis belle lurette. En gros : les ouvriers sont de moins en moins nombreux et ils votent de plus en plus à droite ; il faut donc changer de base électorale et draguer les Jeunes, les Femmes, les Noirs, les Arabes, les Bourgeois-bohème des grandes villes - en essayant de séduire le maximum de Vieux.

Pourquoi le peuple vote-t-il à droite ? Parce qu'il est conservateur sur le plan des mœurs alors que la gauche (entendez le Parti socialiste) s'est ralliée à la *révolution culturelle* de Mai 1968 et s'est

consacrée à la réforme des mœurs avec Lionel Jospin en abandonnant les objectifs de défense des salariés et de l'État social. Ce sont là de vieux constats, que *Terra Nova* se contente de recycler dans une mixture maison : au lieu de conclure que les socialistes doivent à nouveau répondre aux aspirations populaires par une politique de protection de l'industrie nationale, de hausse des salaires et d'extension de l'État social, les amis « progressistes » de DSK reprennent l'implacable logique brechtienne : « *puisque le peuple vote contre le Gouvernement il faut dissoudre le peuple* ».

Les chiens de garde de l'oligarchie de gauche n'ont pas la possibilité de dissoudre le peuple, attaché à des choses aussi ringardes que l'emploi et la feuille de paie. Mais ils peuvent l'abandonner au Front national, qui l'abreuvera de démagogie et flattera son racisme car la gauche-en-Porsche comme la droite bling-bling croit que le peuple est raciste – alors qu'il est seulement malheureux comme le dit Emmanuel Todd.

Cet abandon cynique a choqué certains dirigeants socialistes qui ont pourtant été les artisans de la dérive libérale du Parti socialiste – n'est-ce pas Laurent Fabius ? Mais comment s'étonner que cette théorie du nettoyage social soit formulée par une fondation (2) dirigée par un homme

- Olivier Ferrand - qui a été membre du cabinet de Lionel Jospin à Matignon, conseiller politique de Romano Prodi lorsque ce dernier était président de la Commission européenne, puis conseiller de Jean-Pierre Jouyet pendant la présidence française de l'Union européenne ? Ce jeune et brillant eurocrate a servi les naufrageurs du socialisme. Il est tout naturellement l'agent électoral de l'étrangleur de Washington qui doit rêver, quant à lui, d'une Grèce débarrassée de ses Grecs, d'une Irlande sans Irlandais... somme toute d'une Europe épurée de toutes ces populations énervées, criardes, irrespectueuses et parfois violentes.

Ce qui est farce, c'est que les petits marquis de la gauche libérale ne se rendent pas compte que c'est le peuple de gauche qui les a condamnés et rejetés – bien avant que *Terra Nova* ne publie ses statistiques et ses graphiques et n'entérine officiellement le divorce. Je dis cela pour rire un peu, mais la froide liquidation d'un peuple qui n'est plus convenable se fait sans aucun souci de la paix civile et sociale dans une France qui est vouée, après mai 2012, à la thérapie de choc déjà appliquée à plusieurs de ses voisins.

Sylvie FERNOY

(1) *Euro RSCG* est un réseau mondial d'agences de conseil en marketing et de publicité.

(2) Parmi les mécènes de *Terra Nova* : Euro RSCG, la fondation Total, Microsoft ou encore GMF : *the German Marshall Fund of the United States*.

*

Article rédigé à la veille de l'arrestation de DSK à New York.

L'euro à quel prix ?

Jusqu'où iront-ils pour sauver l'euro, cette monnaie unique symbole d'une Europe supranationale ?

Georges Papandréou, droit dans ses bottes, défend « *un projet nous menant d'une Grèce en crise à une Grèce de la créativité* » (1). Précisons quelques-unes des nouvelles mesures qu'il avance « *23 milliards d'euros d'économie supplémentaires par réduction des dépenses de l'État ; de nouvelles privatisations à hauteur de 50 milliards d'euros ; la mobilité des employés entre secteurs privé et public...* ».

Il est vrai qu'il a des soutiens de poids, à commencer par l'expert du FMI pour l'Europe et collaborateur de DSK Antonio Borges (2) « *Tous les programmes du FMI sont basés sur la soutenabilité de la dette, alors tant qu'un programme est en place, cela veut dire que du point de vue du FMI, la dette grecque est soutenable, estimant que le plan d'austérité d'Athènes était probablement la meilleure chose qui puisse arriver à la Grèce* ». Ce plan reçoit également les encouragements de Christine Lagarde (3) « *Il n'est pas question non plus que la Grèce quitte la zone euro ! Je tiens à rassurer les investisseurs* ».

Et pourtant d'autres voies que celle des oukases du FMI existent. Dans *Le Monde de l'économie* (4) Anne Rodier montre que les pays conservant leur souveraineté monétaire peuvent agir « *La Banque d'Angleterre a ainsi décidé de maintenir un taux directeur au plus bas, à 0,5 %, dans un contexte d'endettement public record (80 % du PIB), tandis que la Riksbank, en Suède, pour contenir l'inflation engendrée par une forte croissance depuis mi-2009, vient de relever pour la sixième fois son taux d'intérêt directeur à 1,75 %, sans prendre de risque sur la demande puisque ses finances publiques sont saines* ».

Des solutions pour la France sont formulées, prêtent à être mise en œuvre. Il faut lire l'article de Jacques Sapir *Zone euro : le déni des réalités se paye au prix fort* publié sur le blog de Bertrand Renouvin. (5)

François ENNAT

(1) <http://www.gauche-republicaine.org/respublica/pour-le-premier-ministre-grec-il-faut-structurer-le-pays-et-non-la-dette/3159>

(2) <http://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRPAE74B0KW20110512?pageNumber=2&virtualBrandChannel=0>

(3) <http://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRPAE74915N201>

(4) [http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/05/09/les-voisins-de-la-zone-euro-saisis-par-le-doute_15189063234.html#xtor=EPR-32280482-\[NL_Reviser\]lebac-20110513](http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/05/09/les-voisins-de-la-zone-euro-saisis-par-le-doute_15189063234.html#xtor=EPR-32280482-[NL_Reviser]lebac-20110513)

(5) <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3108>

Le cheval de Troie des assurances

L'accélération subite du débat sur la dépendance est la preuve que la question du financement de notre système de protection sociale par la solidarité nationale est sous-jacente.

Même si elle est devenue depuis longtemps déjà un thème presque classique d'étude pour tout *think tank* qui se respecte, plus encore quand il se cache à peine d'officier pour le Medef, et même si les débats récents à l'occasion de la dernière réforme hospitalière ont assez mal caché le zèle ultra-libéral de certains éclairés, des considérations d'ordre tactique ont jusqu'à ce jour évité que la question du financement de notre système de protection sociale par la solidarité nationale soit posée officiellement. C'est désormais chose faite, et l'accélération subite du débat sur la dépendance en est la preuve.

En chantier permanent depuis de nombreuses années, la prise en charge de la dépendance (dite encore autonomie ou cinquième risque amené à compléter les risques pris en charge par notre système de sécurité sociale depuis la Libération) a fait l'objet de réformes législatives successives, conduisant à la mise en place de la prestation spécifique dépendance (PSD) dans un premier temps, puis de l'aide personnalisée à l'autonomie (APA) mise à la charge plus que confiée aux départements.

Faute d'ambitions de départ suffisantes, faute d'avoir appréhendé correctement des évolutions démographiques qui rendent inéluctable l'augmentation du nombre et de la proportion des personnes très

âgées dans notre société, faute également de s'être réellement donné les moyens de politiques encore plus résolues en faveur du maintien à domicile et de l'aide aux aidants, le dispositif en place ne permet plus d'éviter une charge financière croissante en termes de **reste à charge** pour les personnes dépendantes dans les gestes de leur vie quotidienne ou pour leurs obligés alimentaires. En période de baisse du pouvoir d'achat et de restrictions salariales, une part de plus en plus importante de nos concitoyens risque de se retrouver ou se retrouve déjà en situation d'insolvabilité, et donc de grande détresse.

Les enjeux politiques et financiers du dossier sont en outre considérables : parce qu'une part importante du financement de l'APA relève des départements, et que ceux-ci, menacés d'asphyxie budgétaire, subissent de plein fouet le désengagement financier de l'État qui agit en l'espèce par le biais de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, dont les budgets annuels sont sans rapport avec les besoins ; parce que les sommes à mobiliser par la collectivité pour affronter le problème sont considérables : ce sont rien moins que neuf milliards d'euros supplémentaires qui devront à terme de quelques années être rajoutés aux vingt et un milliards déjà budgétés par l'assurance-maladie, les départements et l'État.

Tout concourt donc à donner à ce dossier un caractère

d'urgence. Nos dirigeants s'y emploient et l'on peut compter sur eux pour mettre en œuvre le bel engagement électoral du candidat Sarkozy de 2007 : « *Nous créerons avec tous les acteurs du secteur, un organisme dont le but sera de préparer notre pays au défi de la dépendance. Je veux que notre pays soit un modèle dans la prise en charge de toutes les personnes dépendantes.* »

Sauf que la vraie urgence n'est peut-être pas celle qu'on croit : les circonstances étant jugées favorables, elle est de trouver au plus vite la porte d'entrée à la remise en cause du système de financement hérité de la Libération et de créer avec le cinquième risque le précédent qui permettra de remettre en cause demain l'édifice des quatre risques historiques.

À la manœuvre, l'inénarrable Roselyne Bachelot, auréolée de ses succès hospitaliers, et désormais grande ordonnatrice, à la tête du ministère des Solidarités, du débat national sur la dépendance. Tout y est : le grand débat, le rapport parlementaire (celui de la députée UMP Valérie Rosso-Debord), le tour de France et les débats régionaux et interdépartementaux, *la-démocratie-participative-avec-les-acteurs-du-terrain*, les contributions citoyennes, les groupes de travail, dont l'un, le dernier, fort discrètement consacré à la « *stratégie pour la couverture de la dépendance* ».

Rien n'y manque, même pas les aides forcément désintéressées de Madame Parisot, qui se demande : « *comment on peut financer tout cela. C'est pour cela que nous disons qu'il faut penser comme si nous partions d'une page blanche. C'est pour cela que j'ai mis en débat la question de l'assurance privée* ». Pas même les conseils amicaux et fraternels de la fédération française des sociétés d'assurance ou du groupe *Malakoff-Médéric* présidé par Guillaume Sarkozy.

Le rapport Rosso-Debord est quant à lui on ne peut plus clair : il s'agit de « *rendre obligatoire dès l'âge de cinquante ans la souscription d'une assurance perte d'autonomie liée à l'âge et assurer son universalité progressive par la mutualisation des cotisations et la création d'un fonds de garantie.* » Exit la solidarité nationale, assurez votre autonomie comme vous assurez votre bagnole et, si vous voulez de la solidarité nationale, donnez donc une journée de solidarité supplémentaire. Et, dans cette attente, bienvenue à votre épargne, faites-nous confiance pour en faire bon usage.

Il ne faut évidemment se faire aucune illusion sur ce qui peut sortir du *débat national* : il est désormais clair que ce sont les principes même de notre système de protection sociale qui sont en péril. Il se confirme qu'après l'attaque contre les retraites, c'est bien là que va porter le prochain assaut.

Quant aux protestations, d'ailleurs très faiblement audibles, et au vide de propositions alternatives du versant gauche de l'oligarchie, on ne s'en étonnera pas : le parti socialiste confond l'obnubilation de ses élus départementaux sur l'APA avec les enjeux réels du financement de la dépendance et de la protection sociale.

Dire que cela le dispense d'y réfléchir vraiment, est-ce lui faire un mauvais procès ?

Benoît ELOVIS

L'innocence perdue et retrouvée

La mort d'Oussama Ben Laden ne remet pas en cause les tendances lourdes de l'histoire du XXI^e siècle. L'action des politiques n'en demeure pas moins capitale.

C'était évidemment faire grand crédit au fils de famille saoudien que de lui attribuer l'origine du nouveau siècle. Pas plus néanmoins qu'à l'étudiant serbe Prinzip. C'est en cela que nous avons pu comparer le 11 septembre 2001 au 28 juillet 1914. Mais autant ce dernier était-il nationaliste, autant le premier se voulait-il au service d'un califat universel. En cela il se compare plutôt aux nihilistes russes de la fin du XIX^e siècle. Fin de siècle ou début de siècle ? Anachronisme dépassé ou annonce de la révolution ? L'islamisme a parfois été comparé au léninisme. Le débat n'est pas tranché.

Maintenant qu'Oussama Ben Laden disparaît des imaginaires, de celui des musulmans encore plus que du nôtre - qui le maintenons comme un épouvantail à électeurs -, maintenant que survivants et parents des victimes ont fait leur deuil, que l'on va reconstruire à *Ground Zero*, peut-on revenir en arrière et faire comme si cela n'était jamais arrivé ? Le grand rétro-pédalage de la terreur - comme on est revenu du faumeux et terrifiant *équilibre de terreur* - et de l'islamophobie est-il possible ? Le discours sécuritaire a perdu de sa force, ce qui n'enlève rien aux services antiterroristes dont c'est le métier.

Ben Laden n'avait pas empêché Obama de gagner en 2008 - pas plus que Abbottabad ne suffira à le faire réécrire

en 2012. Il n'a pas sauvé les dictateurs arabes qu'il aura néanmoins prolongés d'une dizaine d'années. Il met en difficulté la ligne dure de Netanyahu. Les nouvelles générations musulmanes et américaines ont intégré la mutation idéologique. Seuls les vieux-européens n'ont su que répéter leurs rengaines sans un mot pour qualifier le changement positif.

La fin du mythe internationaliste, califal ou messianique, entraîne un retour aux nations dans l'espace musulman, mais aussi dans le monde. L'arc de crise n'est plus exactement celui qui, dans le schéma de Huntington, sépare l'Islam de l'Occident. L'architecture régionale moyen-orientale reposera désormais plus sur une conjonction ou un continuum de puissances de l'Inde - considérablement renforcée avec le discrédit pakistanais -, à la Russie, à la Turquie, à Israël et si possible à l'Égypte de demain, comme un *couverture* posé sur le chaudron constitué par l'ensemble mouvant Afghanistan/Pakistan, Iran-Irak-grande Syrie.

Les Européens - la France au premier rang - se voient attribuer la même responsabilité à l'égard des cinq pays du Maghreb. Quant aux États-Unis, ils pourront se retirer, en renfort à l'arrière, sur les marges, dans le grand sud désertique de la Péninsule arabe et du Sahel, ainsi qu'à la mer (Océan indien), mais surtout ne plus se laisser distraire des véritables enjeux qui, pour eux, se situent en Extrême-

Orient, c'est-à-dire leur duopole avec la Chine. Al-Qaïda avait brouillé les frontières et confondu les priorités. On peut revenir à un partage stratégique du monde plus logique et plus fonctionnel.

Les puissances riveraines susnommées, même si elles ne sont pas à majorité musulmane comme la Turquie ou l'Égypte, incluent toutes de fortes minorités qui se réclament de l'Islam : l'Inde a la plus forte communauté musulmane d'Asie. La Russie compte presque autant de musulmans que l'Europe occidentale. Les Arabes israéliens sont en majorité musulmans. Ce n'est donc pas un partage entre musulmans et non-musulmans. Reste que la pression se fera plus forte sur les trois conflits frontaliers qui perdurent le long de cette nouvelle ligne de front : le Cachemire, la Tchétchénie et la Palestine.

Même s'il n'y a aucune relation directe, la *régularisation* de la situation ou du statut des musulmans en Inde, en Russie et en Europe occidentale devrait permettre de *banaliser* ces conflits identitaires devenus *résiduels*. La voie serait ainsi ouverte progressivement vers une véritable évolution domestique du **bouillon de culture** des nations arabo-musulmanes demeurées à l'intérieur de l'arc de crise, à l'abri de ces puissances extérieures, vigilantes mais volontiers coopératives. Est-ce une vue trop candide ? Ce serait en tout cas un beau projet pour les politiques du nouveau siècle.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** – Le roi Michel I^{er}, « en vertu de mon autorité incontestée de chef de la Maison royale de Roumanie et en tenant compte de la décision de notre grand-père bien-aimé le roi Ferdinand I^{er} de conférer un caractère national et indépendant à notre dynastie », a annoncé dans un texte officiel diffusé le 10 mai que « tous les liens dynastiques entre la Maison Royale de Roumanie et de la Maison princière de Hohenzollern sont rompus ». Désormais aucun membre de la famille royale de Roumanie ne sera plus autorisé à porter ou utiliser un titre conféré par le chef de la Maison princière de Hohenzollern. Le roi Carol I^{er} (1839-1914) avait été le premier souverain de la famille des Hohenzollern-Sigmaringen à régner sur le pays.

◆ **ÉGYPTE** – Dans un entretien accordé à *Nouvelles de France*, le roi Fouad II, interrogé sur la possibilité d'un retour à la monarchie a déclaré : « Sur le plan théorique c'est vrai cela pourrait être un compromis, cela dit, je ne crois pas que cela soit possible actuellement, les conditions ne sont pas réunies. En tout cas on voit bien que la monarchie peut rendre de grands services à un pays, l'exemple c'est l'Espagne qui est une réussite et le roi peut être l'arbitre, le symbole de la nation, cela pourrait se faire en Égypte mais personnellement je ne crois pas que cela se fera actuellement. »

◆ **SERBIE** – Selon un sondage, publié par le quotidien *Blic*, à la question « Êtes-vous partisan d'une monarchie ou d'une république ? » 64 % des Serbes se sont déclarés partisans de la monarchie. Il est vrai que le chef de la Maison royale de Serbie, le prince héritier Alexandre, est bien connu et très respecté. Il déploie une activité intense tant sur le plan humanitaire que sur le plan économique pour attirer des investisseurs étrangers dans son pays. Ardent défenseur de la démocratie et des droits de l'homme, le prince Alexandre a été un acteur infatigable dans le processus d'intégration de tous les citoyens indépendamment de leurs opinions politiques, de leur religion ou de leur origine ethnique.

◆ **ESPAGNE** – C'est le prince Felipe accompagné de son épouse qui ont assisté, à Lorca, aux funérailles des victimes du tremblement de terre. Le couple princier s'est entretenu avec les familles des défunts avant de visiter le centre de la localité totalement ravagé par les secousses sismiques. Au même moment, en voyage en Suisse, le roi et la reine d'Espagne, entourés par les membres de la communauté espagnole, ont observé une minute de silence en hommage aux victimes.

◆ **JAMAÏQUE** – Le Premier ministre Bruce Golding a déclaré qu'il souhaitait que pour le 50^e anniversaire de l'indépendance de son pays les liens constitutionnels avec la monarchie britannique soit rompus. Il a pour cela proposé que le groupe de travail chargé de résoudre l'épineuse question de la Cour d'appel suprême soit également chargé d'examiner la méthode pour que le chef de l'État soit nommé selon des critères républicains.

L'arnaque du siècle

M

aire de Yerres dans l'Essonne depuis 1995 et député depuis 1997, Nicolas Dupont-Aignan est candidat à la présidence de la République et mène une campagne clairement située dans la tradition gaullienne. C'est pour préciser ses refus et son projet politique qu'il a publié un livre dénonçant

« *L'arnaque du siècle* » : promesses mensongères sur l'euro,

racket organisé par les banques, scandale de France Trésor... Mais la France peut retrouver sa liberté d'action.

■ **Royaliste :** Dans *L'arnaque du siècle*, vous vous en prenez à l'euro, aux banquiers et à la mondialisation mais c'est surtout la monnaie unique que vous visez...

Nicolas Dupont-Aignan : L'euro est un tabou auquel il est interdit de toucher. Dès que quelqu'un évoque cette monnaie dans les médias, il est agressé et il ne peut pas aller jusqu'au bout de son explication. J'ai donc décidé d'écrire un livre pour démontrer que nous pouvons sortir de l'euro dans le calme, qu'il s'agit d'un choix économique pertinent et raisonnable.

■ **Royaliste :** L'euro est tabou parce qu'on dit que cette monnaie nous a protégés de la catastrophe en 2008-2009...

Nicolas Dupont-Aignan : Cette protection a été illusoire. L'euro ne marche pas pour deux raisons fondamentales qui se complètent l'une l'autre.

La première, c'est qu'il a été mal géré : le grand paradoxe, c'est qu'on nous a

dit que l'euro allait apporter la croissance, l'emploi et somme toute le bonheur. Mais tous ceux qui nous avaient présenté l'euro comme une véritable révolution européenne s'en sont ensuite lavé les mains. Jean-Claude Trichet, qui a fait tant de mal à la France et à l'Europe, a totalement abandonné l'euro par de mauvaises décisions qui s'expliquent par son état de soumission psychologique aux Allemands. Aujourd'hui encore, le même se félicite que l'euro soit une monnaie forte, alors que c'est un suicide industriel pour tous les pays industriels - sauf l'Allemagne.

La deuxième raison, c'est que l'euro ne peut pas fonctionner. Pour que cette monnaie puisse fonctionner avec des économies différentes, il faudrait un pouvoir fédéral puissant et un budget commun à la zone euro - ce qui ne se réalisera pas. À partir du moment où les compétitivités des nations sont différentes, le système, loin de se corriger, se dérègle de plus en plus : l'Allemagne

en crise démographique compense ses coûts et accumule des excédents au détriment de ses voisins ; l'Espagne se livre à la spéculation immobilière jusqu'à l'éclatement de la bulle qui précipite le pays dans la situation désastreuse dont il n'est pas près de sortir...

Tour à tour, les pays de la zone euro sont frappés par la crise parce qu'ils ont perdu leur liberté monétaire. Souvenez-vous : après la Libération, la France a pu développer ses investissements et bénéficier d'une forte croissance grâce aux dévaluations - dont on agite aujourd'hui le spectre. Avec l'euro, nous avons perdu cette liberté, qui nous permettait de préserver nos positions face à l'Allemagne.

■ **Royaliste :** Il y avait déjà la loi de 1973 qui nous entravait...

Nicolas Dupont-Aignan : C'est vrai ! Avant 1973, la Banque de France prêtait à taux zéro à l'État et nos investissements étaient financés par la création monétaire. Ensuite,

à cause de la doctrine monétariste et parce que les banques voulaient s'approprier la création monétaire, Giscard et Pompidou sont parvenus à faire passer une loi néfaste : désormais, ce sont les banques privées qui prêtent à l'État aux taux du marché. Or vous savez qu'aujourd'hui les banques privées empruntent à 1 % à la BCE et prêtent à un taux qui varie entre 3 et 7 %. C'est une gigantesque escroquerie, qui est la cause du déficit de nos finances publiques.

L'euro consacre ce système et empêche tous les États de la zone de retrouver leur liberté d'action. Mais il ne faut pas s'en tenir à ce constat d'échec car les partisans de l'euro en tirent argument pour démontrer la nécessité de passer au stade supérieur - celui d'un fédéralisme autoritaire.

■ **Royaliste :** Comment cela ?

Nicolas Dupont-Aignan : Les oligarques veulent imposer un pouvoir supranational et défendre des intérêts précis. Les plans de sauvetage de l'euro ne sont pas faits pour sauver des États nationaux et des peuples mais pour sauver les banques. Vous savez qu'on impose aux gouvernements et aux peuples des plans de rigueur d'une extrême dureté, qui ne peuvent réduire l'endettement comme on le voit dans le cas de la Grèce : ces plans accroissent la récession, qui

réduit les rentrées fiscales. Tout le monde sait que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ne pourront jamais rembourser leurs dettes. Il faut donc que les gouvernements des pays les plus naufragés de la zone euro méditent l'exemple de l'Argentine qui a réussi à redresser son économie après la dévaluation de sa monnaie.

J'ajoute que, même pour l'Allemagne, l'euro est un mauvais choix : les échanges commerciaux de ce pays sont déficitaires vis-à-vis du reste du monde à cause de la surévaluation de l'euro, mais elle se rattrape sur ses voisins de la zone euro. Si les Grecs et les Portugais pouvaient dévaluer fortement leur monnaie, si la France pouvait également dévaluer mais moins fortement, l'Allemagne perdrait tout - et c'est pour cela qu'elle est tellement attachée à l'euro. Je pense que l'Allemagne veut que les pays du Sud quittent la zone euro et si cela se produit, comme c'est probable, la France serait en grande difficulté car elle restera dans la zone euro et subira les dévaluations des pays qui auront retrouvé leur monnaie nationale.

Notez aussi que les Allemands ne veulent pas payer pour les autres et qu'il y a des tensions internes qui vont beaucoup compliquer la politique d'Angela Merkel, qui n'a aucune vision de l'Europe. Mais le problème est beaucoup plus vaste que celui de l'Allemagne : c'est l'Union européenne qui est en train de mourir et il nous faut envisager une refondation de l'Europe.

■ Royaliste : Que pensez-vous du pacte de compétitivité ?

Nicolas Dupont-Aignan : Mieux vaut parler d'un **pacte de récession et de régression sociale**. Le peuple grec le refuse en manifestant dans la rue, le parlement portugais le refuse également mais pour Jean-Claude Trichet et Angela Merkel, cela n'a aucune importance : le pacte doit être imposé malgré l'opposition du peuple grec et en l'absence de

gouvernement au Portugal. Cela signifie que la démocratie est tuée. Les dirigeants actuels de la zone euro iront jusqu'à la répression violente des manifestations parce que le *pacte de compétitivité* va dans le sens des intérêts des banquiers qui sont au cœur du système.

■ Royaliste : Vous consacrez un chapitre de votre livre à l'affaire France Trésor. De quoi s'agit-il ?

Nicolas Dupont-Aignan : France Trésor est une agence de l'État qui est chargée, sous l'autorité du ministère des Finances, de placer la dette de la France sur les marchés internationaux. Or le comité stratégique de cette agence est composé de grands banquiers qui n'ont aucun intérêt à la diminution de notre dette publique.

Le président de ce comité est Jacques de Larosière, qui est en même temps conseiller du président de BNP Paribas. Parmi ses membres, on remarque Peter R. Fisher qui est coresponsable de la gestion obligataire du fonds spéculatif américain BlackRock, Emmanuel Hau, membre du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild ou encore Philipp Hildebrand, vice-président de la direction de la Banque nationale suisse... Nous sommes là devant des conflits d'intérêts et des arrangements parfaitement scandaleux.

Par exemple, le comité stratégique de France Trésor, composé de personnages que l'on suppose très compétents, a confié à BNP Paribas une étude destinée à une meilleure anticipation du marché des obligations ! Je donne dans mon livre de nombreuses précisions sur les gestionnaires de France Trésor, qui montrent que ces messieurs représentent en fait ceux qui prêtent à l'État et qui ne peuvent trouver que des avantages à l'endettement public et aux intérêts que l'État verse aux banques privées.

■ Royaliste : Dans le milieu politique, croit-on encore à l'euro ?



Nicolas Dupont-Aignan : Il y a à l'UMP des partisans convaincus de l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui conçue et de la monnaie unique. Ce sont des croyants et ils n'envisagent pas l'explosion de la zone euro : c'est tout leur monde, tout leur système de pensée qui serait détruit. Beaucoup d'autres députés, qui se disent gaullistes, sont lucides sur les dangers de l'euro, approuvent mes discours mais estiment qu'ils seront plus utiles s'ils restent dans la ligne officielle - ou bien ils craignent les conséquences électorales d'une prise de position critique. Je maintiens quant à moi qu'on ne peut pas s'accommoder d'un système monétaire qui provoque la baisse des salaires, les délocalisations, le chômage et la baisse de nos exportations.

■ Royaliste : Comment faire pour sortir de l'euro ?

Nicolas Dupont-Aignan : Au cours de mes nombreux déplacements, j'ai pu constater que les Français n'avaient aucune confiance dans l'euro : ils ont compris qu'ils étaient victimes d'une arnaque. Mais beaucoup pensent qu'il est impossible de sortir du piège. Tel est bien l'idée que les dirigeants ont voulu faire passer - par exemple M. de Silguy, ancien commissaire européen, qui disait que l'euro est une autoroute sans sortie.

Il faut engager un combat pour montrer aux Français la porte de sortie de l'euro. Il peut y avoir une sortie dans le désordre et la faillite. Je propose quant à moi une sortie

raisonnée et ordonnée : il faut retrouver une monnaie nationale, ce qui peut s'accorder avec une monnaie commune. Ce ne sera pas un retour en arrière, mais la reprise du bon chemin en matière de politique monétaire. Il nous faut une monnaie adaptée à notre économie. Je comprends que les Allemands qui sont sur la voie du suicide démographique, aient une monnaie forte qui est la monnaie des rentiers. Mais la France est en bonne santé dans le domaine démographique.

Or un tiers des jeunes sont déclassés et savent qu'ils vivront moins bien que leurs parents. C'est une situation insupportable. Face à la misère sociale, il faut montrer que nous pouvons retrouver la croissance, par un protectionnisme gradué, par la séparation des banques commerciales et des banques d'investissements, par le rétablissement du commissariat au plan. Il y a beaucoup à faire, mais on ne peut pas mener une politique de redressement national dans une période de récession. Nous allons au-devant d'une révolte de très grande ampleur. Il faut l'anticiper en présentant un projet cohérent et en redonnant aux Français le goût de vivre et d'espérer.

Propos recueillis par B. LA RICHAIRDAIS

📖 Nicolas Dupont-Aignan - « *L'Arnaque du siècle* », éditions du Rocher, prix franco : 14,50 €. [Achat immédiat](#)

La monarchie des Lettres

« Aux jeunes gens que font nos souvenirs, qui sont ce qu'il y a de plus précieux pour l'individu ; je voudrais faire un livre sur la mémoire et l'oubli, sous forme de récit, de roman ». (Jacques Bainville)

Jacques Bainville ne réalisa jamais ce vœu. Et sans doute rien du bon millier de pages du magnifique ouvrage de la collection Bouquins qui lui est consacré n'est connu de nos jeunes gens.

L'*Histoire de France*, le *Napoléon*, ses deux livres les plus populaires, n'en font pas partie ayant été régulièrement réédités, de même que le *Louis II de Bavière* ou le *Journal de guerre 1914-1915*. En revanche, on y retrouvera son ouvrage référence sur le traité de Versailles, *Les conséquences politiques de la paix*. Mais tout le reste n'était désormais accessible qu'auprès de quelques bouquinistes.

Pourquoi ressortir de l'oubli ces pièces enfouies depuis un demi-siècle ? Les amateurs de Bainville s'en réjouiront, mais tous ceux dont il est inconnu ? La plupart des textes sont tribulaires de l'époque où ils ont été écrits. Ce sont des instantanés de chroniqueur ou de vastes synthèses d'histoire contemporaine de l'auteur. Trop sollicité par ses articles quotidiens, Bainville n'a pas laissé d'œuvre capitale qui lui aurait suscité des disciples et lancé une école bainvillienne.

On peut dégager de ses textes des principes, des lois, une philosophie même, toujours utiles au politique aujourd'hui, mais de l'ensemble rassemblé dans la présente édition établie et présentée méticuleusement par Christophe Dickès, transparait surtout son éclectisme, son cosmopolitisme (le mot est de Dickès), son universalité, qui le faisaient se trouver à l'aise autant à l'intérieur des cercles d'*Action française* qu'à l'extérieur, dans la société du tout-Paris littéraire, économique et financier, social et républicain parlementaire.

Ceux que l'histoire de la période laisse froids apprécieront dans ces pages (surtout de la seconde moitié de l'ouvrage) un ton, la marque d'un grand esprit, celui d'un honnête homme (au sens du XVIII^e siècle) qui, lui, est de tous les temps.

Dominique DECHERF

📖 Jacques Bainville - « *La monarchie des lettres - Histoire, politiques et littérature* », édition établie et présentée par Christophe Dickès, Collection Bouquins, Robert Laffont, 1184 pages, prix franco : 30 €. [Achat immédiat](#)

Affaires militaires

Directeur d'études à l'Institut de recherches stratégiques, le colonel Goya a publié une impressionnante série de fiches sur l'histoire militaire et sur les principaux problèmes auxquels les principales armées d'aujourd'hui sont confrontées.

Ces fiches étaient initialement destinées au chef d'état-major des Armées. Le colonel Goya s'y exprime en toute franchise, dans le souci d'éclairer la réflexion du général Georgelin. Preuve que dans l'Armée on mène une réflexion approfondie - ce qui n'a pas toujours été le cas dans notre histoire. Cette réflexion est d'autant plus remarquable qu'elle s'appuie sur une méthodologie rigoureuse qui rompt avec les illusions facilitées de l'empirisme et d'un positivisme qui prétend s'appuyer sur des lois intemporelles : la théorie ne se déduit pas de l'histoire mais s'en nourrit et il faut utiliser plusieurs savoirs pour tracer une ligne directrice qui sera toujours soumise à l'aléa.

Quant au rôle de l'Armée, les grandes puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Russie) et les États-Unis sont dans l'incertitude depuis la fin de la Guerre froide et doivent répondre à de nouvelles menaces. S'il est vrai que les frontières françaises ne sont plus menacées, nous devons aussi réfléchir au fait que de grandes coalitions dotées d'énormes moyens ont été mises en échec par de petits groupes d'hommes déterminés en Irak et en Afghanistan.

Les pacifistes qui pensent que nous ne serons plus menacés et qu'il suffit de cesser les opérations extérieures pour vivre en paix verront à quel

point il est dangereux de baisser la garde - ce qui firent les Anglais et les Français après 1918, et les Américains après 1945.

Les *fana mili* qui pensent qu'on peut battre des insurgés en reprenant les méthodes utilisées en Algérie liront avec profit les observations du colonel Goya sur la bataille d'Alger et sur « *les incohérences de la contre-guérilla française pendant la guerre d'Algérie* ».

Les admirateurs des Américains étudieront leurs déboires au Viêt-Nam, en Irak et en Afghanistan. D'ailleurs, à l'encontre de la ligne politique dominante, le colonel Goya prévient les dirigeants de notre pays et ceux qui pourraient leur succéder : « *dans un monde plus concurrentiel et auquel les nations européennes sont reliées par de multiples liens, il faudra bien savoir se passer d'un protectorat américain faiblissant. La France aura à nouveau un rôle à jour dans ce retournement stratégique européen* ».

Au lieu de chercher à faire des économies, il faudrait préparer l'armée française à remplir toutes ses missions et à faire face à toutes les surprises.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) Colonel Michel Goya - « *Res Militaris - De l'emploi des forces armées au XXI^e siècle* », Economica, 2010, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)



**Le nouveau livre de
Gérard Leclerc**

Prix franco : 21 €

[Achat immédiat](#)

Drieu, et l'usage de l'histoire

Oui, le temps passe, et les générations se succèdent. Pardon de cette banalité qui n'a de sens que pour se référer à des changements profonds de mentalité et même de culture. Je viens d'en prendre conscience une fois de plus à la lecture de la plus récente biographie de Pierre Drieu La Rochelle, que nous devons à un historien sérieux, et qui connaît bien son époque. Précisément, il s'agit d'un universitaire qui a étudié le sujet avec le recul du temps, alors que ses prédécesseurs étaient encore des témoins, pour certains proches de l'auteur de *Rêveuse bourgeoise*. Je songe à Pierre Andreu et Frédéric Grover ainsi qu'à Dominique Desanti qui vient de nous quitter. Un bref retour sur l'essai de cette dernière, qui date de 1978, pour me rendre compte que déjà à cette époque, l'évolution du temps avait fait son œuvre, et que l'épouse de Jean-Toussaint Desanti, qui avait appartenu au camp opposé à celui de Drieu, avait été contrainte d'admettre les jeux de la métamorphose. C'était, il est vrai, pour admettre une paradoxale empathie.

Jacques Cantier est trop historien pour que sa biographie se laisse envahir par une proximité à laquelle échappent plus difficilement les littéraires. Peut-être aussi, les indulgences pour les maudits d'hier sont-elles plus sévèrement jugées qu'il y a trente ans ! La répulsion à l'égard de la collaboration avec le nazisme ne souffre plus l'exception. La notion de crime contre l'humanité n'est pas seulement entrée dans le droit universel, elle est entrée dans les consciences imposant des interdits, et parfois même une certaine ignorance de la complexité de l'histoire. Il faut ajouter qu'il s'est aussi produit une reconnaissance consensuelle de la notion de totalitarisme, qui a changé complètement les données de la réflexion politique. C'est encore Dominique Desanti qui racontait sa surprise de la réaction d'un de ses étudiants américains à la suite d'un cours qu'elle avait donné à Los Angeles en 1968 sur l'*Aurélien* d'Aragon et le *Gilles* de Drieu : « *Et voilà comment, dans le climat de l'époque, et peut-être parce que tous deux avaient quitté les surréalistes avec fureur, ces deux romanciers avaient fini par suivre la même voie.* » Interloquée, elle avait objecté : « *Vous voulez dire deux voies opposées ?* » La réponse de l'étudiant pacifiste et non violent avait jailli aussitôt : « *Non. La même voie. L'engagement pour l'un et l'autre dans un parti extrémiste et totalitaire.* »

Sur le terrain de l'histoire des idées, un tel verdict est peu contestable. Si l'on prend les choses autrement, par exemple du point de vue des sensibilités, des itinéraires individuels, on s'oblige à comprendre avec d'autres paramètres, ceux de la psychologie, de l'enfance, de la famille, du milieu social. Et la politique elle-même prend d'autres couleurs. Elle ne contredit pas pour autant les grandes synthèses, celle d'Hannah Arendt ou de Marcel Gauchet. Elle invite à entrer dans

des aventures singulières, où la proximité initiale finira par produire l'inimitié absolue, sans qu'elle soit jamais démentie.

Jacques Cantier n'est nullement indifférent à cette dimension sans laquelle Drieu n'aurait pas beaucoup d'intérêt. Si l'écrivain a survécu à son suicide de 1945, c'est que son œuvre de romancier où se reflète sa subjectivité douloureuse vaut mieux que ses tentatives idéologiques jamais convaincantes. Elle sera sans doute bientôt disponible à la Pléiade ! C'est en se référant à ce Drieu intime que le biographe aigüise un jugement final, qui pour être mesuré, n'en est pas moins sévère. « *Le prophète a détourné son regard du crime qu'accomplissait sous ses yeux l'occupant aux côtés duquel il souhaitait construire une Europe nouvelle. Cet aveuglement n'a pas été simplement distraction ou indifférence. Il est le résultat de l'adhésion délibérée à une morale fondée sur la loi du combat qui proscrit la compassion pour le faible. L'intelligence du plus fort est la seule justice comme écrivait Drieu en 1941 – la formule avait horrifié le chrétien Mauriac.* » D'où cette in-tranquillité de la mémoire qu'évoquait à son propos Emmanuel Berl, qui lui était proche.

par Gérard Leclerc



L'historien sait qu'André Malraux n'aurait pas acquiescé à cette sévérité. Non seulement parce que le directeur de la NRF collaborationniste avait eu de beaux gestes pour sauver la vie de Jean Paulhan, de Colette Jeramec (sa première femme qui était juive) de ses deux enfants, mais parce qu'il croyait à *son courage* et à *sa probité*. On sait qu'au moment où tout est consommé pour le collabo, il a demandé au chef de la Brigade Alsace-Lorraine de venir combattre parmi ses hommes, ce que Malraux a aussitôt accepté à deux conditions : qu'il change de nom et ne prenne aucun commandement. Mais, concluait ce dernier devant Dominique Desanti : « *Drieu n'est jamais venu. Je me suis demandé si sa requête n'était pas simplement une façon de mettre notre amitié à l'épreuve. Et puis peut-être était-il, pour lui, trop tard...* »

En accompagnant ainsi à nouveau l'auteur de *Gilles* jusqu'au dénouement d'un destin impossible, je m'interrogeais sur certains débats actuels, où l'on est prompt à rappeler les aberrations des années trente, avec les idéologies honteuses qui ont provoqué le cataclysme de la guerre. J'ai une méfiance spontanée à l'égard de ce type de rhétorique, sans doute efficace pour diaboliser l'adversaire. On devrait se défier des approximations qui ne tiennent pas compte de l'hétérogénéité des situations et des enjeux. Nous ne sommes plus dans le même monde et notre tâche consiste à dénouer les énigmes propres à notre conjoncture suffisamment ardue pour qu'on ne l'embrouille pas. Et si on tient vraiment à opérer des rapprochements, qu'on y prenne gare ! La dénonciation de l'adversaire ne suffit pas à justifier sa propre impeccabilité. L'antifascisme peut masquer d'autres pathologies. Et si l'on songe à Drieu, qu'on ne le sépare ni d'Aragon, ni de Malraux, car la partie se joue toujours à plusieurs et le gagnant pourrait bien être celui qui a surplombé le jeu...

📖 Jacques Cantier - « *Pierre Drieu La Rochelle* », Perrin, prix franco : 23 €.

📖 Dominique Desanti - « *Drieu La Rochelle ou le séducteur mystifié* », Flammarion, 1978, épuisé.

📖 Pierre Andreu & Frédéric Grover - « *Drieu La Rochelle* », Hachette Littéraire, 1979, épuisé.

Rûmî

A l'ouest de l'Europe, Rûmî est beaucoup moins connu parmi les poètes de langue persane que Hâfez de Chiraz et Omar Khayyâm. Deux ouvrages de Leili Anvar (1) nous permettent d'accéder à une excellente traduction de l'œuvre de Mohamad Jalâl al-dîn Balkhî (1207-1273) qui exalta en vers et en prose l'amour mystique et sa relation spirituelle avec son maître, le derviche Shams de Tabriz.

La présentation et l'admirable commentaire de l'œuvre de Rûmî l'Anatolien nous permettent de parvenir à l'essentiel de la tradition soufie, dont la beauté saisira les croyants de toutes les religions comme les incroyants.

« *Le monde de Rûmî n'est pas différent du nôtre, c'est son regard qui est différent. Ce que nous disent tous ces textes, c'est que le monde n'a en soi aucune réalité objective. Ce que chacun saisit de la réalité est dans le regard qu'il porte sur les phénomènes. La beauté du monde de Rûmî est le reflet de l'amour qui l'habite comme l'incandescence de son œuvre est le reflet de sa brûlure intérieure* » écrit Leili Anvar. Laissons nous emporter dans l'océan sans rivage : « *Mon océan s'est noyé en lui-même/Étonnant océan sans rivage que je suis, moi !* »

Jacques BLANGY

📖 (1) Textes choisis et présentés par Leili Anvar - « *Rûmî, la religion de l'amour* », Points, 2011, prix franco : 7 €. [Achat immédiat](#)

📖 Leili Anvar-Chenderoff - « *Rûmî* », Éd. Entrelacs, 2004, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Le Comte et le Prince

Le comte Alfred de Gramont (1856-1915) était le cadet de l'une des plus grandes familles de l'aristocratie française. Son journal vient d'être publié.

Durant plus d'une vingtaine d'années il a fait partie de ce que l'on appelait alors, le « Service d'Honneur » de Philippe duc d'Orléans, fils aîné du premier comte de Paris et arrière-petit-fils de Louis-Philippe.

La noblesse française, au moins pour une partie de plus en plus réduite de ses membres, avait alors à cœur de servir le prétendant comme ils avaient jadis servi le roi. Servant par quartier, le service était chargé d'entourer, de conseiller le Prince et de l'accompagner partout dans ses déplacements.

Les souvenirs inédits du comte de Gramont ont le triple intérêt de nous faire entrer dans l'intimité du Prince, de nous faire suivre son cheminement politique et humain mais aussi de nous faire pénétrer dans une frange des élites qui offre un pendant original et bienvenu à d'autres Mémoires, mais aussi à la description de l'aristocratie à laquelle s'est livré si brillamment Marcel Proust.

Alfred de Gramont voue une amitié parfaitement sincère et désintéressée à un homme qui n'était pas le plus aisé à servir, ce qu'il fit pourtant jusqu'au désespoir. Philippe d'Orléans était un prince intelligent et agréable mais dont l'entourage, notamment politique, a pratiquement tout fait, par l'incroyable balourdise des conseillers, pour rendre impossible l'idée d'une restauration monarchique en France.

Gramont voue une haine féroce à l'Action française naissante, il récuse sa pensée politique, condamne ses pratiques et l'étroitesse de ses vues et juge quasi crapuleux son comportement tant à l'égard du Prince que des royalistes qui avait le malheur de ne pas penser comme elle. Les phrases qu'il lui consacre dès les premières années sont d'une incroyable férocité accusant même le mouvement « *de se faire donner de l'argent par le chantage* ».

En dépit de ses observations et de ses avertissements, l'Action française finira par prendre en 1911 la tête du bureau politique du Prince, après avoir réussi à en faire écarter son président le comte Henry de Larègle jugé comme trop conservateur. A plusieurs reprises - ce journal est fort répétitif - Gramont juge avec sagacité que le prince Napoléon est beaucoup mieux entouré et serait, lui, à même de « *rafler la mise* ». Alfred de Gramont remarque avec persistance qu'il faudra du temps pour rendre possible une restauration au profit des Orléans, et en tout état de cause pas tant que l'Action française vivrait...

Gramont est catholique intransigeant et se désespère à longueur de pages du ralliement de la papauté à la République et du travail fait à Rome pour « *couler* » définitivement les espérances royalistes.

Pour conservateur qu'il soit, le comte ne se désintéresse pas du sort du peuple et certaines phrases feraient encore

bondir aujourd'hui notre classe dirigeante puisqu'il soutient sans ambages des grèves ouvrières.

Parlant de son monde, il n'est guère plus amène, clouant au pilori des familles entières comme les Mortemart, dont on lui accorde volontiers qu'il n'y a jamais eu grand bien à en dire, ou les Doudeauville, branche branlante de l'illustre et plus qu'honorable Maison de La Rochefoucauld. Ces vues sur cette dernière sont tellement fines que la suite du vingtième siècle nous a montré à quel point une grande famille pouvait se perdre et déchoir jusqu'à exhéredier le dernier de ses membres pourtant intelligent et sympathique et surtout seul digne de lui redonner un brin d'éclat.

La vie d'Alfred de Gramont n'a guère été heureuse, ces pages en témoignent suffisamment. Au-delà de la politique, sa vie de famille a été assez triste, perdant un fils plein de promesse très jeune et en assistant - heureusement pour lui pour partie seulement - aux tristes déboires conjugaux de sa fille, notamment à cause des Doudeauville précités...

Tout cela n'est pas grandement gai, c'est intéressant à lire sinon agréable, fort bien annoté par Éric Mension-Rigau qui nous permet de suivre cette saga sans s'y perdre jamais. Cela fourmille d'anecdotes, de détails, de commentaires souvent drôles. Toute une époque.

Pascal BEAUCHER

📖 Éric Mension-Rigau - « *L'ami du Prince, journal inédit d'Alfred de Gramont (1892-1915)* », Fayard, prix franco : 30 €.

[Achat immédiat](#)

SOUSCRIPTION

En raison de notre Congrès et de la célébration de notre 40^e anniversaire, notre souscription de cette année a été lancée plus tardivement que d'habitude. Ceci dit pour souligner l'urgence qu'il y a à répondre à notre appel...

ADHÉRENTS

Rappel - Les candidatures pour la cooptation au Comité directeur doivent nous parvenir pour le **29 mai dernier délai**. Tout adhérent de la NAR peut se porter candidat. La cooptation est prévue pour fin juin après consultation du Conseil national..

TÉLÉVISION

Le mariage du prince William d'Angleterre a suscité une grosse agitation médiatique et de nombreuses réflexions dans la presse, souvent positives, sur le rôle de la monarchie. Bertrand Renouvin a, entre autres, fait pour sa part une émission de 25 minutes sur *France-info* (en partenariat avec *Rue 89*). On peut revoir cette émission sur internet à l'adresse http://www.dailymotion.com/video/xih6pv_un-roi-pour-quoi-faire-l-info-com-avec-bertrand-renouvin_news ou également en passant par le site <http://archivesroyalistes.org/>

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez à la NAR !

Formulaire sur demande ou en ligne
<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 25 mai** - Acteur, auteur du célèbre *Métronome, l'histoire de France au rythme du métro parisien*, puis du *Métronome illustré*, **Lorant DEUTSCH** n'est pas seulement passionné par son métier, par le football et par l'Histoire qu'il vient de faire revivre en incarnant Nicolas Fouquet dans un téléfilm sur France 2.

Diplômé de philosophie, celui qui interpréta Jean-Paul Sartre dans un autre téléfilm *Les Amants du Flore* se déclare publiquement « **Royaliste de gauche** », favorable à une monarchie constitutionnelle. Nous lui demanderons d'explicitier cette prise de position et d'évoquer sa relation à l'histoire de France.

● **Mercredi 1^{er} juin** - Écrivain et journaliste, **Philippe NOURRY** a collaboré au *Figaro*, au *Point* puis à *Valeurs Actuelles*. Spécialiste de l'Espagne, il a publié en 1975 un ouvrage sur Franco et tout récemment *Le roman de Madrid*. Il avait été notre invité en 1986 pour sa biographie du roi Juan Carlos et

nous avons apprécié sa présentation d'un homme d'État qu'on avait décrit comme le « *fils de Franco* » et qui avait brisé net la tentative de putsch des nostalgiques du franquisme.

La nouvelle biographie qu'il vient de publier couvre les trente-cinq ans d'un règne dont il importe de faire le bilan. « **Juan Carlos, un roi pour les républicains** » : le titre de l'ouvrage évoque la transition de la dictature à la démocratie par le moyen de la monarchie parlementaire. Cette monarchie royale peut-elle assurer à l'Espagne son unité pour les décennies à venir, alors que le pays vit une crise économique et sociale d'une extrême gravité ?

● **Mercredi 8 juin** - Journaliste politique, **Éric DUPIN** est l'auteur de plusieurs essais, dont deux qu'il nous avait présentés. Dans le livre qu'il vient de publier, il raconte ses « **Voyages en France** ». Alors que de nombreux journalistes parlent du *réel*, du *terrain* et des *gens* sans quitter leur bureau, Éric Dupin a parcouru la France en voiture, en vélo et à pied, sans s'attarder dans les grandes villes, sans rechercher le pittoresque. Il a visité des départements oubliés, des petites villes ignorées, des zones rurales et des périphéries urbaines, écouté les conversations dans les cafés et les restaurants, rencontré des personnes de tous âges et de toutes conditions. Beaucoup lui ont confié leur « *fatigue de la modernité* » et une souffrance sociale qu'ils attribuent lucidement à la mondialisation. De ce portrait contrasté de la France et de ses habitants, peut-on tirer les en-

seignements généraux permettant d'éclairer le proche avenir ?

● **Mercredi 15 juin** - Agrégé et docteur en histoire, **Julien BLANC** est spécialiste de la Résistance et a participé au *Dictionnaire historique de la Résistance* dont nous avons salué la publication. Pour son premier livre, notre invité a choisi d'étudier « **Les commencements de la Résistance** » qui sont obscurcis par le cliché d'une France composée d'un peuple de lâches et d'une infime minorité de héros. Un travail méthodique permet de détruire toutes les légendes, y compris celles qui ont cours dans les milieux de la Résistance. Ainsi, le célèbre réseau du Musée de l'Homme ne fut pas seulement une organisation antifasciste mais l'expression beaucoup plus complexe d'un sur-saut patriotique qui a mobilisé dès la défaite d'innombrables Français.

Julien Blanc, qui s'est entretenu longuement avec Germaine Tillion et qui a travaillé sur des archives négligées, nous permettra de mieux comprendre comment, dans les tragédies collectives, les repères se brouillent et les camps se recomposent selon des enjeux essentiels.

40 ans

Le numéro spécial hors-série de *Royaliste*, publié à l'occasion de notre 40^e anniversaire va paraître prochainement. Nos abonnés le recevront gratuitement mais il est possible d'en commander des exemplaires supplémentaires au prix de 1,10 € pièce, frais de port compris.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Guerres sans buts

Encore une fois : quelle guerre faisons-nous en Afghanistan ? Et quels sont nos buts de guerre en Libye ?

Après la chute de Kaboul, le gouvernement français était bien placé pour apprécier les fautes tragiques commises par les Américains. George Bush et son équipe ont soutenu les seigneurs de la guerre, porté au pouvoir l'incertain Karzaï, refusé de mettre en œuvre le plan de développement économique qui était indispensable au pays, laissé renaître et s'étendre une insurrection dont le foyer se trouve au Pakistan, (1) encouragé la production et le trafic de la drogue.

La sale guerre américaine était manifestement perdue quand Nicolas Sarkozy a décidé d'engager des troupes françaises au sol alors qu'il était nécessaire de cesser nos opérations militaires pour mener une action politique définie par la France elle-même, en vue de préparer les conditions politiques du retour à la paix. La tâche était très difficile, mais elle n'avait pas le caractère absurde d'un engagement dans une guerre perdue sans qu'il y ait eu discussion préalable avec les Américains sur la révision des objectifs.

Résultats : l'apparence de pouvoir qui se tient à Kaboul est dépourvue de toute légitimité, les États-Unis sont discrédités par les bombardements de populations civiles, par le recours aux mercenaires, par la campagne d'assassinats des cadres locaux du mouvement taliban, la troupe afghane est minée par les désertions, des talibans ou des

personnages proches des insurgés administrent une partie du pays et deux d'entre eux sont membres du gouvernement qui siège à Kaboul (2).

La situation générale est telle que, le 12 mars dernier, Hamid Karzaï a demandé « à l'Otan et aux États-Unis, avec honneur et humilité, et sans arrogance, de cesser leurs opérations dans notre pays ». Le président afghan s'exprimait devant 500 chefs de tribus réunis à Asadabad, dans



une région où 74 civils venaient d'être tués par l'Otan. Les Américains n'ont pas tenu compte de cette demande, confirmant ainsi le mépris dans lequel ils tiennent le pouvoir afghan, encore plus discrédité par cette fin de non-recevoir. Quant à Nicolas Sarkozy, il ne s'est pas inquiété du rejet de l'Otan et de l'hostilité que suscite notre pays dans la population afghane en raison de notre soumission aux Américains : le supposé président se contente d'attendre que Washington tire les conséquences de l'assassinat de Ben Laden par les troupes spéciales.

L'engagement de la France dans la guerre de Libye n'est pas

mieux défini. Là encore, nous agissons dans le cadre de l'Otan, avec des Américains en retrait, mais sans avoir pris l'exacte mesure de la situation sur le territoire libyen et sans avoir défini nos objectifs. Dans le cadre de la résolution 1973, la protection des populations civiles était justifiée. Mais Nicolas Sarkozy a reconnu à la surprise générale le Conseil National de Transition, qui ne dispose pas d'une armée mais de « manifestants armés » incapables de prendre le pouvoir à Tripoli (3). La force de l'insurrection a été surestimée, la capacité de résistance du colonel Kadhafi a été négligée et nous voici engagés dans une impasse : si l'Otan continue à bombarder Tripoli dans le but inavoué de tuer le dictateur, le mandat de l'ONU n'est qu'un chiffon de papier ; si l'Otan fournit des armes aux insurgés et les encadre pour tenter d'arracher une victoire militaire, elle s'engage dans une sanglante guerre civile au mépris de la résolution 1973. Il faudrait donc négocier et accepter une ligne de cessez-le-feu qui couperait en deux la Libye, selon l'hypothèse que nous avons émise dès le début des opérations aériennes.

Nous attendons les réponses de Nicolas Sarkozy et celles de Bernard-Henri Lévy, porte-parole de l'Élysée et des insurgés, qui n'aime rien tant que parader sur fond de chaos.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Hamed Rashid, *Le retour des talibans*, Éditions Delavilla, 2009. Voir l'article de *Royaliste* n° 985 reproduit sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2977>

(2) Pour plus de précisions, cf. la chronique publiée sur mon blog : « Afghanistan : sortir de la guerre américaine », <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2902>

(3) cf. le dossier publié par la revue *DSI*, numéro 70, mai 2011.